



# L'EUROPE, ENTRE ESPOIR ET INQUIÉTUDE

**L**e dernier comité exécutif d'IndustriAll Europe a mis à l'ordre du jour la situation sociale, économique et politique en Europe. Celle-ci fut contrastée en 2017, avec d'un côté une amélioration certaine de l'économie et de l'emploi, et de l'autre la montée des partis d'extrême droite, qui fait craindre des jours difficiles pour notre avenir, et par voie de conséquence pour le dialogue social et les politiques sociales en général.

Le dynamisme économique mondial est caractérisé par une progression du produit intérieur brut de 3,7% en 2017, ce qui se vérifie au niveau européen, plus particulièrement dans la zone euro où la moyenne tourne autour de 2% de croissance. Les prévisions pour la France se situent autour de 1,9% pour 2018 et 2019. C'est une bonne nouvelle pour l'économie, mais aussi pour l'emploi. Depuis 2013, 1,7 million d'emplois ont été créés en Europe, c'est bien entendu un signal encourageant. Mais nous constatons que ce sont les emplois précaires qui ont la plus forte progression puisque seulement 2% sont des contrats à durée indéterminée.

Concernant le déficit public, si en règle générale les Etats membres de l'Union européenne ont une tendance à la baisse, ce n'est pas le cas pour la France (3,4%) ni pour l'Espagne (4,5%). L'exemple de la Grèce est des plus significatifs, puisque



## industriAll

EUROPEAN TRADE UNION

d'un résultat négatif équivalent à 15% en 2009, ce pays a inversé la tendance en 2017, avec un excédent de + 0,7% et rentre largement dans les critères de convergence de Maastricht. C'est

**... "Plus que jamais, l'Europe doit rester un modèle et une référence pour le progrès social pour l'ensemble de ses Etats comme partout à travers le monde"...**

une bonne nouvelle, mais à quel prix et à quelles conditions sociales ? Le taux de chômage est toujours au-dessus de la barre des 20%, les trois quarts des chômeurs sont des jeunes et des femmes. Sans parler des baisses de salaires imposées, de la remise en cause de la protection sociale...

Au Royaume-Uni, suite aux résultats des dernières élections législatives, Theresa May s'est retrouvée en grande difficulté au sein du parti conservateur, et continue à cacher la vérité aux Britanniques sur les conséquences de la sortie de l'UE. Les négociations actuelles entre le gouvernement britannique et la Commission européenne font crain-

dre un « Brexit dur », avec de lourdes conséquences sociales. Un certain nombre d'employeurs commencent à affirmer qu'en cas de Brexit dur ils quitteraient le pays.

La Bulgarie vient de prendre la présidence de l'Union européenne et aura trois sujets cruciaux à mener : le Brexit, la crise migratoire et le budget européen qui diminuera de 10 milliards d'euros à la suite de la sortie du Royaume-Uni. L'Allemagne et la France souhaitent conditionner l'octroi des aides pour les pays membres au respect des droits fondamentaux de l'Union européenne, ce qui vise en priorité la Pologne et la Hongrie dont les gouvernements respectifs privilégient la politique nationale et l'ordre moral. La situation en Autriche est des plus préoccupantes, le nouveau Premier ministre a formé un gouvernement de coalition avec l'extrême droite. Il a attribué notamment le ministère de l'Intérieur au FPÖ (Herbert Kickl, extrême droite), qui est proche des positions de la Hongrie, de la Pologne et de la Slovaquie sur les questions de migration.

Plus que jamais, l'Europe doit rester un modèle et une référence pour le progrès social pour l'ensemble de ses Etats comme partout à travers le monde. Les prochaines élections de 2019 pour le renouvellement du Parlement européen seront, à ce titre, capitales. •